

Unia se sépare de sa juriste aux propos polémiques sur la burqa

■ Le Centre pour l'égalité des chances n'aurait pas subi de pressions de la part de Zuhail Demir.

Unia, le Centre interfédéral pour l'égalité des chances, a décidé de mettre fin à sa collaboration avec la juriste Rachida Lamrabet, qui s'était fait remarquer dans les médias flamands par ses propos sur l'interdiction de la burqa, a annoncé l'instance.

Dans un entretien paru dans "Knack", la juriste travaillant pour Unia avait indiqué ne pas être "pour la burqa", mais ne pas non plus être en faveur d'une interdiction de ce voile intégral, "particulièrement dans un pays qui attache beaucoup d'importance aux droits de l'homme".

Ces propos avaient été relevés par la nouvelle secrétaire d'Etat à l'Egalité des chances, la N-VA Zuhail Demir, qui a souhaité qu'Unia prenne ouvertement ses distances avec les paroles de son employée. Le Centre interfédéral pour l'égalité des chances avait dans un premier temps rétorqué que Rachida Lamrabet s'était exprimée à titre purement personnel, ce que Zuhail Demir n'avait pas jugé suffisant.

"L'interview publiée dans 'Knack' a mené à un entretien avec la principale intéressée," a précisé Unia. "A cette occasion, d'autres éléments sont apparus, qui ont entraîné cette rupture de con-

fiance."

Rien à voir avec l'artiste

Unia souligne encore que le travail artistique de sa collaboratrice, qui est aussi auteure, n'a joué aucun rôle dans la décision de s'en séparer. "Bien que cela n'ait pas été toujours facile, il y a toujours eu jusqu'ici un équilibre entre la liberté artistique de Rachida Lamrabet et sa fonction de chargée de mission chez Unia", indique l'organisation.

La secrétaire d'Etat Zuhail Demir précise ce lundi que ce licenciement est une affaire "entre employeur et employé". Elle ajoute n'avoir jamais demandé la démission de Lamrabet, "ni publiquement, ni dans ma conversation avec les directeurs d'Unia sur le problème de perception d'Unia". "C'est la direction qui a pris la décision, car le conseil d'administration d'Unia n'a pas été informé ou consulté." (Belga)